

Un coup de pouce aux chômeurs pour un entretien loin de chez eux (PAPIER D'ANGLE), Prev

par Déborah Claude

Paris, 16 mars 2019 (AFP) -Se déplacer et se loger à moindre coût pour passer un entretien d'embauche loin de chez soi: les chômeurs désargentés se débrouillent entre le soutien apporté par des associations et les aides octroyées par Pôle emploi, des dispositifs méconnus.

Le réseau SAM (solidarité accueil mobilité) peut par exemple donner un coup de pouce en proposant d'héberger un demandeur d'emploi pour une nuit.

L'idée de ce réseau de bénévoles a germé dans les années 90, au cours d'un congrès du Mouvement chrétien des cadres et dirigeants (MCC), raconte Philippe Marie, un des responsables de l'association.

"Ce sont rarement des cadres qui nous contactent mais plutôt des gens qui ont des difficultés financières", explique-t-il. L'hébergement est pour la nuit et comprend le dîner et le petit déjeuner.

Pôle emploi, l'APEC (cadres) et les missions locales en sont partenaires et aiguillent parfois vers ce réseau qui compte entre 200 et 250 familles de bénévoles accueillantes.

La question de la mobilité pour retrouver un emploi est une équation bien plus complexe qu'il n'y paraît.

Faut-il vendre sa maison lorsqu'on est propriétaire? Faire des allers-retours quotidiens chers en essence? Se passer des grands-parents qui font office de nounou? S'installer dans une région où la vie est plus chère?

Les freins sont nombreux.

Selon une étude publiée cette semaine et réalisée pour l'association Solidarités nouvelles contre le chômage (SNC), la principale raison de refus d'une offre est la situation géographique (42%), devant la rémunération (35%), les conditions de travail (33%).

- Formations coûteuses -

"Les cadres supérieurs et les professions intellectuelles supérieures sont plus nombreux à accepter la mobilité", indique cette étude Comisis OpinionWay.

Ancien ingénieur chez Peugeot, Henri Desloges réside à Montbéliard et a vu la naissance du réseau SAM. Pour ce "chtimi" d'origine, l'accueil est important, raconte-t-il, manière aussi de faire découvrir l'Est de la France.

Dernièrement, sa femme et lui ont hébergé à plusieurs reprises "une autoentrepreneure en maroquinerie" venue pour plusieurs entretiens et qui a finale-

ment été embauchée comme "formatrice chez Hermès", dans cette région historiquement plutôt liée à l'industrie automobile.

Caroline, 61 ans, auteur-compositrice, habite en Bretagne. Elle a pu bénéficier du réseau SAM pour une formation à la Philharmonie de Paris. Sans cette aide, "cela aurait été bien plus compliqué et plus dispendieux", explique cette artiste au RSA.

Rien qu'en frais de transport, sa formation de plusieurs mois lui a coûté 1.700 euros. "Pour quelqu'un qui est au RSA c'est énorme, je me suis vraiment serré la ceinture", raconte-t-elle à l'AFP.

Elle a eu connaissance du réseau SAM par Pôle emploi mais n'a pas bénéficié d'aides de la part de l'opérateur public.

Pôle emploi peut en effet délivrer des aides pour financer des frais de déplacement, de repas et d'hébergement dans la limite d'un plafond annuel de 5.000 euros, à condition de répondre à plusieurs critères (déplacement à 60 km minimum, conditions de ressources, CDD de trois minimum...).

D'après une de ses études portant sur plus de 20.000 bénéficiaires d'"aides à la mobilité géographique", comprenant à la fois des aides pour la recherche d'emploi et des aides pour la reprise d'emploi, il s'avère que ces dispositifs sont peu connus.

Pour l'opérateur public, "les jeunes de moins de trente ans et les diplômés du supérieur sont les principaux utilisateurs" de ces aides.

"Environ la moitié des bénéficiaires" de l'aide dédiée à la recherche d'emploi sont âgés de moins 30 ans, alors qu'ils "ne représentent que 29% de l'ensemble des chômeurs inscrits à Pôle emploi". La majorité (54%) est allocataire du RSA, un profil sur lequel ces aides ont été recentrées.

dec/bfa/am

HERMES INTERNATIONAL ■

